



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX (SEANCE PUBLIQUE) N°4/2022

REALISATION DES PRESTATIONS D'ACCUEIL, DE GARDIENNAGE ET DE SURVEILLANCE DES BATIMENTS DE L'INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE

INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE (IRCAM)

**CLAUSES ADMINISTRATIVES
ET FINANCIERES**

Article 1: OBJET DU MARCHE

Le présent marché reconductible a pour objet la réalisation des prestations d'accueil, de gardiennage et de surveillance des bâtiments de l'Institut Royal de la Culture Amazighe en lot unique.

Article 2: MODE ET PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE

Le présent marché est passé par appel d'offres ouvert sur offre de prix en application des disposition l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 et de l'alinéa 2 paragraphe 3 de l'article 17 du règlement n° 2524 fixant les conditions et formes de passation des marchés de l'Institut Royal de la Culture Amazighe ainsi que certaines règles relatives à leur contrôle et à leur gestion.

Article 3: PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes:

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales;
- Le bordereau des prix global ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de services exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Article 4: REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le titulaire du marché est soumis aux textes suivants :

1. Le Règlement n° 2524 du 21/07/2014 relatifs aux marchés de l'IRCAM tel qu'il a été modifié et complété;
2. Le Décret Royal n° 330-66 du 21 Avril 1967 portant règlement général de la Comptabilité Publique tel qu'il a été complété ou modifié;
3. Dahir 1.15.05 en date du 19 février 2015 portant promulgation de la loi n°112.13 relative au nantissement des marchés publics.
4. Les dahirs du 25 juin 1927, 15 mars 21 mai et 1963, relatifs aux accidents prévus par la législation du travail ;
5. Le décret n°2-09-97 du 16 kaada 1431 (5 octobre 2010) pris pour l'application de la loi n°27-06 relative aux activités de gardiennage et de transport de fonds ;
6. Le Décret (n° 2.11.247 du 28 rajab 1432 (1er juillet 2011) relatif à l'augmentation du SMIG dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture ;
7. Le Dahir n° 1-09-15 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant promulgation de la loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel ;
8. Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la signature du marché.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas. Il ne pourra en aucun cas exciper l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qu'ils imposent.

Article 5: DUREE DU MARCHE-COMMENCEMENT

Le présent marché reconductible est conclu pour une durée d'une année qui prend effet à partir de la date fixée dans l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations. Il est renouvelable par tacite reconduction d'année en année, sans que sa durée totale ne dépasse trois (3) années.

L'IRCAM se réserve le droit de résilier le marché pour les années restantes moyennant un préavis d'un mois avant l'expiration de la période contractuelle, et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception, par courrier porté ou par fax confirmé.

En cas de désistement, l'attributaire est tenu de préaviser le maître d'ouvrage au moins trois (03) mois avant l'expiration de cette durée.

Article 6: DROIT DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le présent marché est assujéti aux formalités d'enregistrement tels qu'ils résultent des lois et règlements en vigueur.

Article 7: CONDITIONS DE RESILIATION

En cas de résiliation du présent marché, il sera fait application prévues au CCAG-EMO.

Article 8: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

- L'autorité chargée de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 7 du Dahir précité est le Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué ;
- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué;
- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n° 112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité;
- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
- Les paiements prévus aux marchés seront effectués par l'Agent comptable de l'IRCAM, seul qualifié pour recevoir les significations des créances du titulaire du Marché.

Le Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué, délivrera sans frais, au titulaire, sur sa demande écrite, un exemplaire spécial du marché portant la mention "exemplaire unique" conformément aux dispositions du dahir N°01-15-05 du 19/02/2015.

Article 9: VALIDITE DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente.

Article 10: CAUTIONNEMENTS-RETENUE DE GARANTIE

Le cautionnement provisoire est fixé à **vingt milles dirhams (20 000,00 DH)**. Il sera restitué aux candidats non retenus.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché, il doit être fourni dans les 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du marché, qui sera libéré à la réception définitive.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-EMO, Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie dans le cadre du présent marché.

Article 11: MODALITES DE RECEPTION

Réceptions provisoires :

A la fin de chaque trimestre, le Maître d'Ouvrage représenté par la commission de réception procédera à la réception provisoire des prestations réalisées, si le titulaire a bien rempli ses engagements contractuels. Un procès-verbal de réception provisoire sera dressé et signé par ladite commission.

La commission de réception pourra alors :

- soit prononcer la réception provisoire sans réserve;
- soit prononcer la réception provisoire sous réserve que le prestataire procède à des corrections ou améliorations de détail;
- soit refuser la réception provisoire pour non-conformité avec les spécifications du marché

Réception définitive :

A la fin de la durée totale, la commission de réception procédera à la réception définitive y afférente, si le titulaire a bien rempli ses engagements contractuels en matière de surveillance et de gardiennage, objet du marché. Un procès-verbal de réception définitive sera établi et signé par ladite commission.

Article 12: MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement sera effectué après réception des prestations réellement exécutées et régulièrement constatées sur la présentation des factures établies trimestriellement et payables à terme échu par virement au compte courant, postal, bancaire ou TGR porté au préambule du marché et à l'acte d'engagement, et sur présentation des pièces suivantes :

- Le bordereau de déclaration de salaire CNSS portant le nombre de jours et d'heures réellement travaillées par les agents assurant les prestations de gardiennage en conformité avec ceux réellement effectués dans le cadre du marché ;
- La fiche de paie individuelle signée par l'agent concerné justifiant du respect du paiement du salaire (SMIG journalier et charges sociales), conformément au taux prévu par la réglementation en vigueur ;
- **les avis de crédits bancaires ou tout autre moyen attestant les virements et paiements des salaires des agents du titulaire engagés durant les mois considérés.**

Les factures ne seront considérées recevables, et ne seront traitées qu'après production des pièces justificatives ci-dessus.

Article 13: CARACTERE DES PRIX

- Tous les prix doivent être libellés en Dirham.
- Les prix du marché sont réputés comprendre le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.
- Tout équipement ou accessoire proposé par le Titulaire dans son offre et pour lequel aucun prix n'est fourni, sera considéré comme inclus dans l'offre principale et ne donnera lieu à aucune facturation supplémentaire.
- Les prix sont fermes et non révisables pendant toute la durée d'exécution du marché, le Titulaire renonce expressément à toute révision de prix. Toutefois, si le taux de la taxe sur la

valeur ajoutée (T.V.A) ou le SMIG sont modifiés, le Maître d'Ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement. Cette modification est introduite par avenant.

Article 14: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de difficultés survenues entre le titulaire et le maître d'ouvrage au cours de l'exécution du marché, il sera fait application des dispositions des articles 52, 53 et 54 du CCAG-EMO précité.

En cas de désaccord, le litige entre le maître d'ouvrage et le titulaire est soumis aux tribunaux compétents de Rabat, conformément aux dispositions de l'article 55 du CCAG-EMO.

Article 15: RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié, par l'initiative de l'une des deux parties contractantes du marché, dans les conditions prévues par le CCAG-EMO précité.

La non reconduction du marché reconductible est prise à l'initiative de l'une des deux parties au marché moyennant **un préavis**. Elle donne lieu à la résiliation du marché.

Lorsque le maître d'ouvrage voudrait mettre un terme au marché, il doit adresser un préavis d'un **(01) mois** au titulaire.

Dans le cas où le titulaire voudrait mettre un terme au marché, il doit adresser au Maître d'Ouvrage un préavis de **trois (03) mois**.

Article 16: LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Il sera fait application des articles 142 et 151 du règlement n° 2524 relatif aux marchés publics de. Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

Article 17: REVISION DES CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

Chacune des parties contractantes peut demander la révision des conditions d'exécution du marché conformément à l'article 7 du règlement n° 2524 du 21/07/2014 relatifs aux marchés de l'IRCAM.

Article 18: DISPOSITIONS SOCIALES :

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations objet du marché reconductible conformément à la législation du code de travail en vigueur, en tenant compte de la circulaire du chef de gouvernement n°2/2019 du 31 janvier 2019 relative au respect de l'application de la réglementation sociale dans le cadre des marchés publics relatifs aux gardiennage, l'entretien et le nettoyage des locaux administratifs ainsi que les marchés similaires.

Article 19: ELECTION DE DOMICILE

Pour l'élection du domicile, il faut se conformer aux dispositions de l'article 17 du CCAG-EMO.

Article 20: CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire reconnaît avoir visité tous les lieux objet de la surveillance, la sécurité et le gardiennage indiqués par le marché, et a reçu toutes les explications et informations qui lui ont permis

l'établissement de ses prix. Il ne peut ultérieurement en aucun cas se prévaloir du manque d'information pour l'exécution de son entreprise dans les meilleures conditions.

Article 21: DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

En application de l'article 33 du règlement de passation des marchés de l'IRCAM, la notification de l'approbation du marché doit intervenir dans un délai de soixante-quinze (75) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Article 22: REPRESENTATION DU PRESTATAIRE

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le prestataire devra désigner un représentant muni des pouvoirs nécessaires pour assurer tout le suivi de la réalisation de la prestation objet du marché.

Article 23: ASSURANCE

En application de l'article 20 du CCAG-EMO, le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, avant l'exécution du marché, les attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet, justifiant la souscription des polices d'assurance pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché, à savoir ceux se rapportant notamment :

- aux accidents de travail pouvant survenir au personnel du titulaire ;
- à la responsabilité civile à l'égard des tiers.

Les polices d'assurances précitées sont à renouveler annuellement et ce, pendant toute la durée du marché. Le titulaire est tenu de remettre au maître d'ouvrage, avant le commencement des prestations, et au début de chaque exercice budgétaire toutes les attestations d'assurance souscrites.

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Article 24: CONSISTANCE DE LA MISSION

Le titulaire du marché reconductible issu du présent appel d'offres s'engage à assurer l'accueil, la sécurité, le gardiennage et la surveillance des locaux et des services des structures de l'Institut Royal de la Culture Amazighe sis à : Avenue Alla El Fassi, Madinat Al Irfane, Hay Ryad, Rabat, suivant les prescriptions du présent marché.

Article 25: DESCRIPTION DES LOCAUX

Le siège de l'IRCAM est situé sur l'Avenue Allal El Fassi, entre l'Hôpital Cheikh Zaid et l'Hôpital Moulay Abdallah à Hay Ryad -Rabat.

Il occupe une superficie de deux hectares environ. Les locaux de service occupant une superficie HO de 9000 m² environ, sont répartis sur cinq niveaux en plus d'un jardin :

- Le sous sol avec deux accès, comprenant un parking, des locaux de service, des salles d'archives, des magasins, des sanitaires, deux ascenseurs et un monte-charge desservant tous les niveaux du bâtiment ;
- Le RDC avec trois accès principaux, comprenant des bureaux de l'Administration, des bureaux de la recherche, une salle de conférence, des salles de commissions, un salon VIP, une bibliothèque avec dépendances, un restaurant, des sanitaires et tisaneries.
- Le premier et le deuxième étage comprenant des bureaux de l'Administration, des bureaux de la recherche, des salles polyvalentes, des locaux techniques, des sanitaires et des tisaneries ;
- Le troisième étage comprenant les bureaux du Rectorat, du Secrétariat Général, les bureaux de la recherche, des salles polyvalentes, des sanitaires et des tisaneries.
- Un jardin d'une superficie d'un hectare environ comprenant un théâtre en plein air avec gradins couverts et sanitaires.

Article 26: DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations à réaliser par le titulaire sont arrêtées comme suit :

1. L'accueil :

L'accueil sera assuré par du personnel du sexe féminin. Les hôtesse doivent se conformer à la procédure d'accueil adoptée par le Maître d'Ouvrage en assurant les missions suivantes :

- S'assurer des visites sur RDV auprès des entités/personnes concernées ;
- Prendre l'accord des entités/personnes concernés pour les visites sans RDV ;
- N'autoriser l'accès aux locaux que pour les personnes habilitées à y pénétrer ;
- Gérer et contrôler le mouvement des visiteurs au moyen de badges visiteurs mis à leur disposition par le Maître d'Ouvrage ;
- Remettre des badges d'accès aux visiteurs contre pièce d'identité. Le Titulaire prend à sa charge la conservation des badges qui lui seront délivrés par le Maître d'Ouvrage ;
- Orienter les visiteurs vers les services concernés ;
- Accompagner les visiteurs VIP aux bureaux des responsables désignés par l'Administration ;
- Communiquer et informer les visiteurs à travers les supports d'information mis à leur disposition par le Maître d'Ouvrage ;
- Enregistrer les visiteurs sur les registres visiteurs et/ou sur l'application de gestion du contrôle d'accès mise à leur disposition par le Maître d'Ouvrage ;
- Maintenir une relation permanente avec le service chargé de l'accueil et le superviseur ;

- Garder la stricte confidentialité et ne divulguer aucun renseignement ou information concernant les fonctionnaires ou visiteurs.

La coordination entre les équipes (hôtesses d'accueil et vigiles) doit être assurée afin d'assurer un service d'accueil de qualité (orientation, information, sécurité...).

2. La surveillance et gardiennage :

Les vigiles affectés à ces tâches seront appelés à assurer une surveillance des entrées principales de l'ensemble des bâtiments, des parkings, des jardins et des alentours ainsi qu'un contrôle régulier des clôtures contre toute intrusion, par un ensemble d'actions visant à prévenir tout risque de vol et de vandalisme ou à même de générer des dangers pour les biens et pour les personnes.

Tout incident grave, dès sa première constatation doit être :

- Porté verbalement à la connaissance du Maître d'Ouvrage sur les postes de liaison prévus à cet effet ou par GSM ou autres moyens ;
- Consigné dans un registre dédié.

Pour assurer un niveau de qualité en matière de gardiennage, les vigiles seront tenus d'exécuter les tâches suivantes :

- Le contrôle de tout accès aux bâtiments ;
- La surveillance et le contrôle des visiteurs avec discrétion et professionnalisme ;
- Le contrôle des entrées et sorties des fournitures et matériels ; pour cela, les préposés du Titulaire doivent interdire les sorties de tout équipement, matériel ou mobilier des locaux surveillés sans autorisation écrite (bon de sortie) ;
- Interdire l'entrée de toutes fournitures, équipement, matériel ou mobilier approvisionnés par les fournisseurs sans la présence d'une personne du service concerné ;
- Procéder à une fouille discrète du personnel de ménage, de nettoyage, de jardinage et de l'entretien des locaux et autres personnes à la demande du Maître d'Ouvrage ;
- L'exigence des bons de sorties dûment signés par les responsables concernés de tout matériel et équipement ;
- La vérification et l'inspection des colis suspects et tout objet de dissimulation et ce pour les visiteurs ainsi que pour l'ensemble du personnel du Maître d'Ouvrage ;
- La prévention et le contrôle des incendies ;
- L'intervention dans les opérations d'évacuation et de secourisme ;
- La prévention des actes de vol en effectuant des rondes à l'intérieur et autour des locaux ;
- La surveillance des bâtiments et ses dépendances ainsi que les véhicules, mobilier, matériel et matériaux se trouvant sur le parking ;
- Surveiller les points sensibles des locaux (escaliers, hall, extérieurs, jardins, parking, entrées et sorties...) ;
- Transmission des messages ;
- Passation des consignes ;
- Vérification des issues, des escaliers, des gaines, du dispositif de lutte contre l'incendie et des extincteurs ;
- Protéger les lieux, le personnel et les visiteurs de l'Institut ;
- Secourir toute personne ayant un malaise ;
- Procéder aux premières interventions en cas d'incendie et aide à l'évacuation des lieux avec sang-froid et professionnalisme en utilisant les moyens mis à leurs dispositions et en alertant les personnes et les autorités concernées ;

- Procéder à des rondes générales, la nuit, à la fermeture des bureaux pour vérifier l'absence d'intrus, la fermeture des portes, des fenêtres et des robinets, l'extinction de l'éclairage inutile et des appareils électriques des différentes entités et espaces. L'heure pour effectuer les rondes de nuit sera fixée en commun accord avec le Maître d'Ouvrage ;
- Maintenir une relation permanente avec le chargé des bâtiments de l'Institut ;
- Effectuer à des intervalles réguliers des rondes de contrôle et de prévention. Ils devront y déceler les traces de fuites d'eau, les lampes défectueuses, de début d'incendie, vérifier la présence et l'état des extincteurs ;
- Détecter tout acte de malveillance, fenêtre et issues ouvertes, poignées de porte ou de fenêtre endommagées, etc. ;
- Intervenir en cas d'arrestation d'un malfaiteur. Les vigiles doivent l'arrêter avec calme et vigilance et appeler les responsables du Maître d'Ouvrage pour faire le nécessaire ;
- Rédiger un rapport de fait pour informer les responsables du Maître d'Ouvrage de tout incident ou anomalie détectée ;
- Observer une stricte confidentialité et non-divulguer de tout renseignement ou information concernant les fonctionnaires ou visiteurs de l'Institut ;

Les vigiles doivent avoir une conception de gardiennage basée sur un ensemble de comportements, de réflexes et de règles permettant de travailler en toute quiétude repérant ainsi le risque et intervenant afin d'établir des situations jugées dangereuses et réduire les degrés du risque.

3. La vidéosurveillance

L'agent affecté à ce poste est tenu de :

- Coordonner impérativement avec les représentants du Maître d'Ouvrage ;
- Signaler tout incident grave ou suspect dès son apparition ;
- Ne divulguer aucune information sur les dossiers traités ;
- Ne pas enregistrer des séquences vidéo ;
- Être à l'écoute de l'Administration ;
- Signaler toutes anomalies affectant le fonctionnement normal du système de vidéosurveillance ;
- Proposer des recommandations en termes de positionnement et orientation des caméras ;
- Interdire la présence de toute autre personne au local de vidéosurveillance autre que celle désignée par le Maître d'Ouvrage ;
- Aviser immédiatement les superviseurs et le chargé des bâtiments en cas de signalement de danger en cours qui peut affecter les biens et/ou personnel.

4. Les registres de contrôle :

Le prestataire devra :

- Renseigner les fiches de contrôle prévues à cet effet en signalant toute anomalie ou dysfonctionnement ;
- Tenir les registres de gardiennage à savoir :
 - le registre du personnel travaillant en dehors des heures de services, des week-ends et des jours fériés (l'agent de sécurité doit accompagner les techniciens lors de leur tournée de contrôle et interventions) ;
 - le registre d'accès des visiteurs (registre physique ou électronique) ;
 - le registre des réclamations et consignes particulières ;
 - le registre de contrôle de la salle informatique et autres locaux techniques.

- **En cas de vol du matériel dans les locaux gardés dans les structures de l'IRCAM, le titulaire du marché sera tenu de dédommager le maître d'ouvrage dans la limite de la valeur vénale dudit matériel.**

5. La gestion des clés :

Les modalités de gestion des clefs seront arrêtées en commun accord entre le Maître d'Ouvrage et le Titulaire. Ce dernier désignera deux superviseurs (équipe du jour et équipe de nuit) qui seront les interlocuteurs de l'IRCAM.

6. Effectif du personnel et horaires de travail

Le prestataire devra employer un personnel qualifié et présentant un profil acceptable. Il devra mettre à la disposition de ses agents tous les moyens et outils nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

Le prestataire mettra en place 20 agents. Ces agents assureront la surveillance 24h /24 et 7 jours/7, détaillés comme suit:

- 12 agents (y compris le superviseur parlant amazighe et de bonne présentation) **le jour** (du 07h00 à 19h00) pendant les jours de travail.
- 6 agents **la nuit et jours fériés** y compris le superviseur.
- Un personnel féminin, parlant l'amazighe et de bonne présentation et ayant le niveau Bac + 2 ans :
 - o une hôtesse pour l'accueil et la réception des visiteurs ;
 - o une standardiste pour la réception et la transmission des appels téléphoniques.

Les agents de sécurité doivent être qualifiés et instruits, possédant la résistance physique requise et jouir d'une bonne moralité, ils doivent être courtois, faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et du personnel et porter un uniforme agréé par l'Institut et un badge les identifiant.

L'IRCAM doit être informé de l'identité des agents assurant la mission de gardiennage et de surveillance ainsi que ceux qui seront licenciés durant la durée du marché le cas échéant.

Les agents de gardiennage doivent se conformer aux règles de sécurité en vigueur.

Dans tous les cas les postes de gardiennage ne pourront être vacants pour n'importe quel motif.

Ces prestations seront exécutées aux jours, heures et durées fixés au tableau ci-dessous :

Désignation des prestations	Horaire Jours ouvrables	Nombre de vigiles	Effectif total
Accueil, surveillance et gardiennage : garde de jour	de 7h00 à 19h00, 7 jours / 7	12 agents y compris le superviseur (chef d'équipe)	20
Accueil, surveillance et gardiennage : garde de nuit	de 19h00 à 7h00, 7 jours / 7	6 agents y compris le superviseur (chef d'équipe)	
Accueil et réception des visiteurs : hôtesse d'accueil	de 8h30 à 16h30, 5 jours / 7 hors vacances	1 hôtesse	
Réception et transmission des appels téléphoniques : standardiste	de 8h30 à 16h30, 5 jours / 7 hors vacances	1 hôtesse	

Le titulaire du marché est tenu, dans les dix jours qui suivent la notification de l'approbation du marché, de présenter pour acceptation par le maître d'ouvrage, une liste détaillée des personnes habilitées à assurer ces tâches.

Le titulaire sera amené, à la demande du Maître d'Ouvrage, à renforcer les équipes affectées au site de l'IRCAM à l'occasion des activités et manifestations culturelles et scientifiques ou toute autre activité organisée par l'Institut, par des vigiles pour assurer le service de sécurité et d'accueil de ses hôtes.

Ces prestations occasionnelles feront l'objet d'une facturation **hors contrat**, aux tarifs journaliers forfaitaires arrêtés au tableau contenant le sous détail des prix.

1. Agent en tenue uniforme composé d'un pantalon, d'une veste blazer, d'une chemise, d'une cravate et de chaussures adaptées
2. Hôtesse d'accueil en tenue amazighe (caftan couloir au choix, jupe transparente en dentelle, foulard amazighe (Sabniya), babouche + accessoires amazighe)
3. Hôtesse d'accueil en tenue traditionnelle marocaine (caftan, djellaba, + chaussures à talent)
4. Hôtesse d'accueil en tenue normale (tailleur, foulard ou cravate + chaussures à talent)

Article 27: CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATION DU MARCHE

1- Obligations du titulaire

Le personnel du Titulaire agissant dans le cadre du marché doit bénéficier de tous les droits sociaux réglementaires, notamment :

- **Etre affilié à la CNSS et bénéficiaire de l'AMO ;**
- **Etre assuré contre les accidents de travail ;**
- **Avoir un salaire au moins égal au SMIG horaire ;**
- **Bénéficier des congés annuels réglementaires.**

Ainsi, le Titulaire :

- devra inscrire l'ensemble du personnel affecté dans le cadre du marché auprès de la CNSS et payer tous les frais relatifs à la charge patronale. Le Titulaire remet, chaque fois que le Maître d'Ouvrage le demande, une copie du bordereau de déclaration de son personnel auprès de la CNSS ;
- devra se conformer aux dispositions des textes en vigueur régissant les accidents prévus par la législation du travail ;
- devra disposer de toutes les autorisations administratives et réglementaires pour l'exercice de l'activité objet du présent contrat ;
- supportera seul l'assurance et les conséquences pécuniaires des accidents corporels survenant au cours ou à l'occasion des travaux ;
- s'engage, en conséquence, à garantir le Maître d'Ouvrage contre tout recours qui pourrait être exercé contre lui, en tant que tiers responsable de l'accident, par la victime ou ses ayants droits et par la caisse de sécurité sociale ;
- les accidents de travail sont du ressort de l'inspecteur de travail et de la sécurité sociale. La déclaration doit être faite par le Titulaire du contrat ;
- le Titulaire est responsable de tous les accidents ou dommages que ses agents peuvent causer à toute personne. Il s'engage à garantir éventuellement le Maître d'Ouvrage contre tout recours qui pourrait être exercé contre lui du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ses obligations.

Le Titulaire s'engage à veiller à ce que les salaires soient en conformité avec la réglementation du travail en vigueur. A cet effet, il doit

- Servir le premier (1) jour de chaque mois un salaire par agent et par mois égal au moins au SMIG, et ce, indépendamment de l'état d'avancement des factures présentées par le titulaire pour le paiement auprès du Maître d'Ouvrage;
- Remettre, chaque fois que le Maître d'Ouvrage le demande, une copie des contrats et des bulletins de paie du personnel affecté dans le cadre du marché.

Pendant toute la durée du contrat :

- Le Titulaire élit domicile à son adresse mentionnée dans sa soumission, où sont faites toutes les notifications relatives à son contrat, et où il est tenu d'être présent lui ou son délégué, et y être abonné au téléphone ;
- En cas d'interruption imprévue de la prestation, même partielle, le Prestataire doit aviser le Maître d'Ouvrage dans les délais les plus courts, au plus tard dans les 24 heures, et prendre en accord avec elle, les mesures nécessaires ;
- Il est interdit au Prestataire de céder ou sous-traiter tout ou partie des prestations de services sans y être expressément autorisé par le Maître d'Ouvrage ;

En cas de non-respect des obligations cités dans cet article, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire.

N.B : Tout changement d'un membre de l'équipe proposée doit avoir l'accord préalable du Maître d'Ouvrage.

En cas d'affectation d'un nouveau vigile, hôtesse ou superviseur, le Titulaire est tenu d'accomplir la même formalité.

2- Obligations vis-à-vis du Maître d'Ouvrage

- Mettre à la disposition de ses employés des registres dans lesquels chaque hôtesse d'accueil et chaque vigile doit rédiger ses observations sous forme d'un compte-rendu ;
- Etablir, pour les week-ends et les jours fériés, les listes des personnes ayant visité les locaux, tout en mentionnant leurs noms, prénoms, qualité et l'objet de leurs visites ;
- Produire, dans un délai d'un (1) mois, à compter de la date de commencement de l'exécution des prestations, les copies certifiées conformes des déclarations de CNSS.

NB : Le Titulaire :

- Doit tenir compte de toutes ces obligations et charges lors de l'établissement de ses prix ;
- Reconnaît avoir visité tous les lieux, objet des prestations de gardiennage, surveillance, supervision, contrôle et d'accueil indiqués dans le contrat ;
- Déclare avoir reçu toutes les explications et informations qui lui ont permis l'établissement de ses prix ;
- Ne peut ultérieurement en aucun cas se prévaloir du manque d'information pour l'exécution des prestations dans les meilleures conditions.

3- Conditions relatives au personnel du Titulaire

Le Titulaire doit mettre à la disposition du Maître d'Ouvrage des hôtesse, vigiles et superviseurs et ce, conformément aux spécifications ci-après :

Cas des vigiles et superviseurs

Ils doivent :

- Etre de bonne présentation ;
- Etre doté d'une aptitude physique convenable ;
- N'avoir aucun antécédent judiciaire ;
- Justifier une expérience professionnelle dans le domaine du gardiennage et d'accueil d'au moins 2 ans pour les vigiles et 5 ans pour les superviseurs, confirmée par son inscription à la CNSS, ou par des attestations de travail.
- Un minimum de 20 % des agents doit avoir obligatoirement suivi une formation en :
 - Surveillance ;
 - Premières notions de secourisme ;
 - Manipulation des équipements techniques, et lecture des alarmes (moyens de communication, et moyens de télésurveillance) ;
 - Lutte contre l'incendie (maîtrise de la manipulation des extincteurs); et participation active en cas de tout sinistre ;
 - procédures d'évacuation du personnel en cas de sinistre.
- A cet effet, 20 % minimum des vigiles affectés au site devront justifier leur aptitude professionnelle par un diplôme ou certificat sanctionnant l'acquisition des compétences requises délivré par un organisme de formation agréé par les autorités compétentes.
- L'agent de gardiennage titulaire doit être qualifié, de bonne moralité, de sexe masculin, avoir une bonne condition physique, de grande taille, possédant les capacités et aptitudes de l'agent de gardiennage et avoir un niveau scolaire suffisant.
- Tout agent qui n'a pas les qualités requises (morale et professionnelle) pour l'exercice de cette fonction doit être remplacé immédiatement.
- Pour le cas de l'effectif chargé de la vidéosurveillance il doit justifier des connaissances en informatique.

Cas des hôtes d'accueil

L'hôte doit :

- Avoir un niveau d'instruction Baccalauréat +2 ou plus ;
- Etre de bonnes humeurs et de bonne moralité ;
- Etre sans antécédents judiciaires (copie judiciaire, fiche anthropométrique) ;
- Avoir un bon état de santé ;
- Avoir un esprit développé de vigilance et d'observation ;
- Etre stricte et disciplinée ;
- Avoir le sens des relations humaines ;
- Disposer d'une bonne élocution et expression en arabe, en amazighe et en français ;
- Avoir une capacité d'écoute, un sens relationnel ;
- Avoir une bonne présentation ;
- Avoir une expérience dans un poste similaire.

4- Objets trouvés :

Les objets trouvés dans les locaux du Maître d'Ouvrage par le personnel du Titulaire doivent être inscrits dans un registre et remis à travers le superviseur et contre émargement au responsable des bâtiments

5- Rondes :

Les rondes sont de deux types : du jour et de nuit.

- Rondes du jour : A la demande du Maître d'Ouvrage, elles seront effectuées par les vigiles

- de l'équipe du jour dont les accès sont fermés ;
- Rondes de nuit : Elles sont effectuées par les vigiles de l'équipe de nuit.

NB : Les horaires des rondes de jour et de nuit seront fixés en commun accord avec le Maître d'Ouvrage.

6- Consignes strictes :

Pointage :

Le Maître d'ouvrage ne peut tolérer qu'un agent du Titulaire soit complice, d'une manière ou d'une autre, avec des fonctionnaires, des agents des prestataires aux locaux de l'Institut ou autres en matière de pointage (possession de badge – ouverture non justifiée de l'accès par badge visiteur ou empreinte de l'agent...). A cet effet, les agents du Titulaire doivent strictement se conformer aux consignes fixées par le Maître d'Ouvrage en la matière.

En cas de non-respect de ces consignes et à la demande du Maître d'Ouvrage, l'agent en question quel qu'il soit vigile, hôtesse d'accueil ou superviseur ne devra plus être admis parmi la liste de l'effectif affecté à ce contrat et devra être changé dans les 24h qui suivent la réclamation du Maître d'Ouvrage.

Tout retard du changement de cet agent est considéré comme une vacance du poste.

Gestion des flux des voitures

Les vigiles affectés aux bâtiments ont à gérer avec discrétion et professionnalisme le flux des voitures et leurs emplacements.

Autres consignes « A ne pas faire » : Il est formellement interdit aux agents de :

- Se substituer en chauffeur ;
- Se restaurer en public au niveau des accès ;
- Laisser la nuit les portes des bâtiments ouvertes sans présence de vigile ;
- Quitter le poste sans l'autorisation du superviseur ;
- Laisser pénétrer les « fournisseurs » à l'intérieur des bâtiments ;
- Laisser passer les fournisseurs au site de l'Institut les weekends, les jours fériés et les nuits sans l'autorisation du Maître d'ouvrage ;
- Laisser les chiens et les chats accéder au site de l'Institut ;
- Laisser ouvertes les portes des terrasses et les portes de secours des bâtiments ;
- Ne pas intervenir en cas de sinistre, de feu ou d'inondation ;
- Ne pas informer, en cas de coupure de courant « REDAL » les weekends, les jours fériés et les nuits.
- D'autant plus que Le Titulaire est tenu avant toute réception de :

7- Modalités d'interventions.

Le personnel du Titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard des tiers.

L'usage des matériels et équipements que renferment les locaux, notamment les appareils téléphoniques, les photocopieurs, les télécopieurs, les micro-ordinateurs, est interdit sauf en cas d'urgence professionnel.

Intervention pour les visiteurs VIP

En cas des visiteurs VIP, les agents de gardiennage et d'accueil seront informés au préalable de leurs arrivées. Ils doivent les accueillir et les accompagner jusqu'à leur destination.

Intervention pour les visiteurs normaux

Prévenir systématiquement par téléphone la personne demandée ou le secrétariat, en ce qui concerne les responsables.

Si la visite est acceptée par l'intéressé, formaliser la visite, en consignant dans le registre d'Entrées/ Sorties prévu à cet effet :

- L'identité du visiteur (Nom et Prénom, N° CIN) et la raison sociale de l'organisme qu'il représente éventuellement ;
- Le nom du responsable ou fonctionnaire visité ;
- Le motif de la visite (professionnel ou personnel) ;
- Remettre un badge visiteur en l'échange d'une pièce d'identité ;
- Orienter ou accompagner le cas échéant le visiteur à destination ;
- Récupérer le badge, une fois la visite terminée ;
- Consigner date et l'heure d'arrivée et sortie du visiteur ;
- Etre à l'écoute de l'administration.

Intervention pour les fournisseurs

Concernant la sortie du matériel, les agents du Maître d'Ouvrage et les fournisseurs doivent obligatoirement présenter un bon de sortie du matériel, signé par le responsable chargé de suivre les immobilisations ou son délégataire.

Intervention pour les suspects

En cas de vol, de détection d'un rôdeur, d'objets douteux, d'une présence de voiture ou de personnes suspectes, les agents de gardiennage sont tenus de :

- Prendre les renseignements nécessaires (n° d'immatriculation du véhicule, n° des pièces d'identités, photos...) ;
- Avertir le Poste de Police le plus proche et informer le Maître d'Ouvrage et le Titulaire.

Intervention en cas de sinistre

Les agents de gardiennage sont tenus d'agir immédiatement sur les causes et dangers immédiats en relation avec la nature du sinistre :

- Organiser les secours internes et assister le personnel en cas d'évacuation suite à un incident ;
- Guider et renseigner les services de secours extérieurs ;
- En cas d'apparition d'alarme technique, déclencher l'appel au service technique d'astreinte chargé de la maintenance et informer les personnes désignées à cet effet ;
- Les superviseurs devront avoir les clés de l'ensemble des portes de secours des bâtiments et les tester en permanence en présence des représentants du Maître d'Ouvrage.

Intervention en cas d'incendie

Les agents de gardiennage doivent :

- Informer sur la période de contrôle du parc extincteur de l'Institut ;
- Intervenir sur toute ébauche de feu pouvant générer des endommagements ;
- Utiliser les extincteurs et les RIA existants pour éteindre les feux éventuels ;
- Aviser les sapeurs-pompiers du secteur, le cas échéant ;
- Appliquer les consignes de sécurité ;
- Ouvrir tous les accès des bâtiments ;
- Aider à évacuer le personnel ;
- Veillez à la sécurité des personnes et des biens

Les superviseurs doivent :

- Repérer l'ensemble des extincteurs et RIA de l'Institut ;
- Proposer une disposition des extincteurs si le cas se présente ;
- Donner leurs avis sur le nombre, le genre et l'emplacement de ces extincteurs pour permettre la facilité de l'intervention en cas d'incendie et l'accessibilité à tout extincteur.

8- Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire répond des faits et fautes de ses préposés ayant entraîné un préjudice quelconque au Maître d'Ouvrage et aux personnels et partenaires de celui-ci.

En cas de vol du matériel dans l'un des locaux dans lesquels se déroulent les prestations de gardiennage et de surveillance, objet du contrat, le Titulaire qui sera immédiatement informé par le Maître d'Ouvrage est tenu de produire dans un délai de (12) douze heures qui suivent, un rapport sur l'acte de vol.

Le Titulaire est tenu de dédommager le Maître d'Ouvrage dans la limite de la valeur vénale du matériel volé. Cette valeur sera déterminée par le Maître d'Ouvrage et sera déduite, d'office, des sommes dues au Titulaire.

9- Dispositions communes à tout le personnel du titulaire

Le titulaire doit remettre au Maître d'Ouvrage dans un délai d'une semaine après la date de notification de l'approbation du marché, la liste nominative des agents sous forme de papier et/ou en format électronique et de la tenir constamment à jour.

Avant toute affectation ou remplacement, le titulaire doit soumettre au Maître d'Ouvrage pour chaque agent :

1. CV
2. Photocopie de la CIN
3. Fiche anthropométrique ou un extrait du casier judiciaire
4. Certificat médical d'aptitude physique ;
5. Photo d'identité.

Les personnes à affecter doivent en cas de remplacement faire l'objet d'une sélection par le Maître d'Ouvrage.

Toute personne qui ne présente pas les qualités requises pour l'exercice de sa fonction doit être immédiatement remplacée.

Le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve le droit d'interdire l'accès à ses locaux à tout agent de gardiennage affecté et qui se révèle par la suite ne pas disposer des qualités requises (morales et professionnelles) pour l'exercice de cette fonction, et celui-ci doit être remplacé dans un délai de vingt-quatre heures. A défaut, il sera considéré comme absent.

10- Retrait et/ou remplacement du personnel du titulaire

Le Titulaire remettra au Maître d'Ouvrage une liste d'affectation nominative avec les pièces énumérées dans le paragraphe 9 ci-dessus.

Le Titulaire ne peut apporter des remplacements des membres de l'équipe proposée sans autorisation préalable du Maître d'Ouvrage.

Tout changement du personnel doit être dûment justifié et notifié au Maître d'Ouvrage.

Les changements doivent être réduits au minimum.

Tout vigile, superviseur ou hôtesse non approuvé par le Maître d'Ouvrage sera assimilé à une absence.

En cas d'absence ou retard d'un préposé, le Titulaire doit procéder à son remplacement immédiat, aucune vacance du poste ne sera tolérée sous peine d'application des dispositions coercitives.

Le personnel remplaçant doit être formé, à priori, à la prise de poste et avisé des procédures de sécurité du site.

Le Titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par son personnel affecté au site du Maître d'Ouvrage les horaires du travail définis par le contrat.

Le personnel de gardiennage, de supervision et d'accueil doit commencer son activité (15) quinze minutes avant les horaires pour assurer la passation de consignes de l'équipe précédente et ne laisser aucun poste vacant sauf dans le cas où le Maître d'Ouvrage en aurait décidé autrement, aucun changement ne sera apporté au personnel.

S'il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le Titulaire fournira une personne d'une qualification égale ou supérieure.

Si le Maître d'Ouvrage découvre qu'un des membres du personnel s'est rendu passible d'un manquement de sérieux ou est poursuivi pour délit ou s'il a des raisons suffisantes pour être non satisfaite du comportement d'un des membres du personnel, le Titulaire devra alors, sur demande motivée du Maître d'Ouvrage fournir immédiatement un remplaçant dont la qualification et l'expérience sont acceptables par celui-ci.

Le Maître d'Ouvrage ou son représentant se réserve le droit d'interdire l'accès de ses sites à tout agent indésirable notamment du fait de sa tenue ou de sa conduite ou qui n'a pas les qualités requises (morales et professionnelles) pour l'exercice de cette fonction et celui-ci doit être remplacé immédiatement.

Le Titulaire doit veiller à ce que les agents de gardiennage qui ne figurent pas parmi la liste du nouvel effectif n'aient pas de liaison de travail avec le Maître d'Ouvrage. Le contrôleur et les superviseurs veilleront à appliquer cette consigne.

11- Moyens matériels

Tenue de travail

Le Titulaire s'engage à fournir des uniformes de 1^{er} choix en nombre et en qualité suffisants selon les saisons. Ils doivent porter visiblement l'insigne de l'entreprise et ce pour permettre à ses agents d'avoir une présentation convenable. Ceux-ci ne doivent se présenter à leur site d'affectation qu'obligatoirement vêtue de la tenue régulière de travail.

Les agents du prestataire doivent porter des badges permettant leur identification et être équipés de tout autre accessoire jugé nécessaire à la sécurité et à la bonne exécution des prestations

Ainsi le prestataire doit prévoir cinq (5) types de tenues :

- **Pour les superviseurs** : Tenue distinguée composée d'une veste blazer, d'un pantalon, d'une chemise, d'une cravate et de chaussures adaptées.
- **Pour les agents de jour** : Uniforme composé d'un pantalon, d'une veste blazer, d'une chemise, d'une cravate et de chaussures adaptées.

- **Pour les agents de nuit** : Tenue combinaison, parka et chaussures de sécurité (Rangers).
- **Pour les hôtesse d'accueil** : Tenue décente uniforme composée d'une veste blazer, d'un pantalon ou jupe, d'une chemise, d'un foulard ou cravate portant insigne de l'entreprise et des chaussures adaptées et unifiées.
- **Pour les agents chargés du système de vidéosurveillance** : Costume noir ou bleu marine, chemise blanche, cravate, des gants de service blancs de premier choix le cas échéant et chaussures adaptées.

Des échantillons des tenues seront au préalable validés par le Maître d'Ouvrage après notification d'approbation du marché.

Des effets vestimentaires spécifiques et complémentaires peuvent être exigés dans des contextes particuliers.

En cas de manquement de ces prescriptions par l'un du personnel du Titulaire, une pénalité sera appliquée à ce dernier comme précisé ci-dessous.

Equipements

Le Titulaire doit mettre à la disposition de ses préposés les moyens nécessaires à l'exécution de leurs tâches à savoir :

- (16) Talkie – walkie de très bonne qualité avec chargeurs en nombre suffisant ;
- (04) Lampes torches minimum (bonne visibilité 20 m minimum) ;
- (01) Valise de premiers secours ; le contrôle des valises est à la charge du titulaire ;
- (02) Parasols ;
- (02) GSM minimum pour les superviseurs pour émettre et recevoir les appels d'urgence avec recharge permanente ;
- Registres et stylos par accès ;
- Boîtiers métalliques contenant l'ensemble des clés des locaux des bâtiments;
- Moyen de transport pour le contrôleur pour visiter les bâtiments ;

Le nombre de ces moyens peut connaître des modifications par le Maître d'Ouvrage.

12- CONTROLE DES PRESTATIONS

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'effectuer des contrôles au moment de l'exécution des prestations par un responsable ou une commission désignée à cet effet.

Le Titulaire doit fournir aux représentants du Maître d'Ouvrage, s'ils le demandent tous les renseignements et explications utiles lors de l'exécution des prestations.

En outre, il doit informer le Maître d'Ouvrage de tout incident ou problème intervenu durant l'accomplissement de sa tâche ainsi que les mesures prises pour y remédier.

Des réunions d'évaluation seront tenues autant de fois que le Maître d'Ouvrage le juge nécessaire.

En cas d'anomalie constatée, le Titulaire est saisi par écrit pour y remédier dans un délai ne dépassant pas vingt-quatre heures (24h).

Le Maître d'Ouvrage se réserve, aussi, le droit de contrôler :

- La présence des hôtesse, des vigiles et des superviseurs dans leurs postes : les absences ou retards constatés par le Maître d’Ouvrage seront sanctionnés et portés, immédiatement, à la connaissance du Titulaire qui doit faire le nécessaire pour remédier à cette situation ;
- La conformité du profil des préposés et du matériel utilisé pour assurer l’accueil, le gardiennage et la surveillance ;
- L’application rigoureuse des mesures préconisées dans la procédure de l’accueil ;
- Le respect de la législation du travail, l’application du SMIG, les horaires de travail, l’assurance des vigiles contre les accidents de travail et la responsabilité civile et l’octroi des congés hebdomadaires et annuels.

NB : Toute nouvelle consigne communiquée par le Maître d’ouvrage par écrit, fax ou tout autre moyen qui donne date certaine doit être applicable, à défaut les clauses de l’article 32 seront appliquées.

Article 28: DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES RELATIVES LA CONFIDENTIALITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Afin de garantir le secret, la sécurité et la confidentialité des données, le prestataire s’engage à :

- prendre toutes précautions utiles, afin de préserver la sécurité des données, notamment empêcher qu’elles ne soient déformées, endommagées et empêcher tout accès qui ne serait pas préalablement autorisé par l’IRCAM ;
- ne traiter les données que dans le cadre des instructions et de l’autorisation reçues de l’IRCAM ;
- ne traiter les informations qu’entièrement et exclusivement en son sein et dans le cadre du présent contrat ;
- s’assurer de la licéité des traitements réalisés dans le cadre de la mission confiée ;
- ne pas recourir aux services d’un sous-traitant, sauf à ce que ce dernier soit préalablement et expressément habilité par l’IRCAM et agisse sous sa responsabilité et le contrôle du prestataire, dans le cadre d’un contrat soumis à la validation préalable de l’IRCAM et permettant d’assurer le respect des obligations souscrites par le prestataire ;
- respecter son obligation de secret, de sécurité et de confidentialité, à l’occasion de toute opération de maintenance et de télémaintenance, réalisée au sein des locaux du prestataire ou de toute société intervenant dans le cadre du traitement ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle et logique, pour assurer la conservation et l’intégrité des données traitées ;
- prendre toutes mesures permettant d’empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées ;
- procéder, en fin de contrat, à la destruction des données, fichiers informatisés ou manuels, figurant sur tout support.

Par ailleurs, le prestataire s’interdit :

- de divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des informations contenues dans des fichiers informatisés ou manuels, ou figurant sur tout support transmis par la l’IRCAM ou concernant les informations recueillies au cours de l’exécution du marché ;
- d’utiliser les supports ou documents qui lui ont été confiés, par quelque moyen ou finalité que ce soit, pour son compte ou pour le compte de tiers, à des fins professionnelles, personnelles ou privées autres que celles définies au présent marché, tout ou partie des informations contenues sur lesdits supports ou recueillies par elle au cours de l’exécution du présent contrat ;

- de prendre copie ou stocker, quelles qu'en soient la forme et la finalité, tout ou partie des informations contenues sur les supports ou documents qui lui ont été confiés ou recueillis par elle au cours de l'exécution du présent contrat.

Le prestataire s'engage :

- à première demande de l'IRCAM à apporter la preuve qu'il dispose des moyens organisationnels, techniques et financiers permettant de garantir le respect et l'effectivité de l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité résultant du contrat ;
- à coopérer avec l'IRCAM dans toutes circonstances mettant en jeu l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité ;
- à permettre la réalisation par l'IRCAM ou toute personne mandatée par cette dernière et sous réserve que les vérificateurs ne soient pas des concurrents directs du prestataire, de toute vérification lui paraissant utile de l'exécution des obligations par le prestataire. Le prestataire s'engage à coopérer de bonne foi et sans réserve avec les vérificateurs dès lors qu'il sera avisé de la réalisation d'un audit ;
- à mettre en œuvre à ses frais et sans délai toutes mesures correctives soulignées dans le rapport de vérification.

Le prestataire reconnaît :

- qu'en cas de non-respect des obligations souscrites dans le cadre du présent contrat, sa responsabilité pourra être engagée pénalement ;
- qu'il pourra être tenu responsable envers l'IRCAM des dommages qui seraient causés par suite d'un manquement aux obligations résultant du présent contrat, ainsi qu'au versement de réparations du préjudice subi ;
- que l'IRCAM pourra prononcer la résiliation immédiate du marché en question, sans indemnité en faveur du prestataire, en cas de non-respect du secret, de la confidentialité et de la sécurité des données. »

Article 29: OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'ouvrage :

- mandatera une personne de son choix pour être l'unique interlocuteur du prestataire concernant l'exécution du présent contrat.
- garantira au prestataire l'accès dans les lieux et différents locaux où il doit exécuter les travaux qui devront s'effectuer sans entrave au fonctionnement normal des services.
- signalera au prestataire le plus rapidement possible toute anomalie constatée dans le fonctionnement. Le prestataire doit intervenir dans les 24 heures pour y remédier.

Article 30: SECURITE DU PERSONNEL DU TITULAIRE

Lors de sa circulation dans l'enceinte des locaux ou au cours de l'exécution de son travail, le personnel du contractant doit se conformer aux normes de discipline interne de l'IRCAM. Le personnel de gardiennage et d'accueil doit être assuré contre les accidents du travail par le titulaire du marché. L'IRCAM n'est dans aucun cas responsable des accidents qui peuvent arriver à ce personnel.

Article 31: CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS

Le titulaire, sauf consentement préalable donné par écrit de l'IRCAM, ne communiquera le marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par l'IRCAM ou en son nom et au sujet du marché, à aucune personne autre qu'une personne

employée par le titulaire à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution. Tout document, autre que le marché lui-même, demeurera la propriété de l'IRCAM et tous ses exemplaires seront retournés à l'IRCAM, sur sa demande, après exécution des obligations contractuelles.

Article 32: PENALITES

- **Pénalités pour retard d'exécution :**

A défaut par le titulaire d'avoir commencé les prestations à la date fixée par l'ordre de service, il lui sera appliqué, une pénalité de trois pour mille (3‰) du montant initial du marché par jour calendaire de retard. Ce montant est celui du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

- **Pénalités pour dégradation ou vol :**

Le Titulaire est tenu de dédommager le Maître d'Ouvrage dans la limite de la valeur vénale du matériel volé ou dégradé. Cette valeur sera déterminée par le Maître d'Ouvrage et sera déduite, d'office, des sommes dues au Titulaire.

- **Pénalité pour manque de tenue ou tenue non conforme :**

Dans ce cas, le titulaire est passible d'une pénalité journalière égale à un millième (1‰) du montant initial du marché modifié ou complété par les avenants intervenus.

- **Pénalité pour absence ou retard d'un agent de sécurité :**

Dans le cas d'une absence, le titulaire est passible d'une pénalité journalière de : un millième (1‰) du montant initial du marché modifié ou complété par les avenants intervenus.

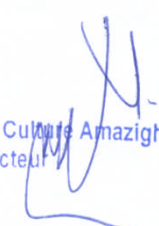
Dans le cas du retard, le titulaire est passible d'une pénalité horaire de : un dix-millième (0.1‰) du montant initial du marché modifié ou complété par les avenants intervenus.

- **En cas de manquement aux exigences stipulées dans l'article 27,** le titulaire est passible d'une pénalité journalière de : un millième (1‰) du montant initial du marché modifié ou complété par les avenants intervenus.

Toutes les pénalités sont appliquées de plein droit et sans mise en demeure préalable. Elles sont retenues de la redevance trimestrielle de l'année budgétaire.

Par dérogation aux dispositions de l'article 42 du CCAG-EMO le montant de l'ensemble des pénalités cumulées est plafonné à vingt pour cent (20%) du montant initial du marché modifié ou complété par les avenants intervenus.

Dans le cas où le montant total des pénalités éventuelles dépasse vingt pour cent (20%) du montant total du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants, le marché peut être résilié après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

<u>Le concurrent</u> (Lu et accepté)	<u>Le Recteur de l'IRCAM</u> Le 7/06/2022
	 Institut Royal de la Culture Amazighe Le Recteur Ahmed BOUKOUSS

Article 33: BORDEREAU DU PRIX GLOBAL

N° des Prix	Désignation	Unité de compte	Quantité	Prix unitaire en DH hors TVA		Prix Total en chiffres HT
				En chiffres	En lettres	
1	Gardiennage et surveillance de jour (7/7): 12 vigiles	Journée	4 380			
2	Gardiennage et surveillance de nuit (7/7): 6 vigiles	Journée	2 190			
3	Prestation d'accueil (5/7): 2 hôteses	(Forfait annuel) Journée	476			
Total hors TVA						
TVA en (.....%)						
Total TTC						

Arrêté le présent bordereau des prix global à la somme de

.....
.....(en chiffres et en lettres, Dh, TTC).

Fait à Le

Signature et cachet du concurrent